

Distr. RESTRICTED

CRS/2024/DP.10

ORIGINAL: FRENCH

FOURTH INTERNATIONAL DECADE FOR THE ERADICATION OF COLONIALISM

**Caribbean regional seminar on the implementation of the Fourth
International Decade for the Eradication of Colonialism:
pursuing goals and addressing needs of
the Non-Self-Governing Territories**

Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of)

14 to 16 May 2024

DISCUSSION PAPER

PRESENTATION

BY

MS. MAGALIE TINGAL



FRONT DE LIBÉRATION NATIONALE KANAK ET SOCIALISTE

Caracas le 14 mai 2024

Madame la présidente,
Mesdames et messieurs les membres du comité des 24.
Mesdames et messieurs les participants,

Tout d'abord permettez moi de vous remercier d'avoir accepté que le FLNKS puisse s'exprimer ici à Caracas au séminaire régional du comité de décolonisation de l'ONU. Je salue le peuple du Venezuela pour son accueil et remercie les autorités de la République Bolivienne du Venezuela pour l'organisation parfaite.

Je vous prie, madame la présidente, mesdames et messieurs les pays membres du C24 d'excuser l'absence de Son Excellence Mr Roch Wamytan qui a été retenu au pays en raison de la situation politique tendue qui s'embrase sur le terrain. Ceci est le résultat de l'acharnement de la puissance administrante française, qui n'a pas cessé depuis le 12 décembre 2021 de renier sa signature de l'Accord De Nouméa.

Mon pays est en flamme, mesdames et messieurs, mon pays est en colère de tout un peuple qui n'est pas entendu et qui est méprisé. Une situation que nous avons eue l'occasion de venir tirer la sonnette d'alarme dans tous les espaces de l'ONU où nous siégeons. Une situation dont nous avons eu de cesse de vous alarmer car la puissance administrante qui à la responsabilité de décoloniser la NC a réuni tous les ingrédients pour nous provoquer et tenter de nous humilier. Une situation dont nous, le FLNKS avons tout essayé pour l'éviter !

Depuis que le gouvernement français a maintenu, puis validé les résultats du 3^{ème} et dernier référendum d'autodétermination, auquel le peuple kanak n'a pas participer en raison de la pandémie de la COVID-19. L'Etat Macron a entièrement pris fait et cause pour la frange la plus radicale contre l'indépendance de notre pays, abandonnant totalement sa responsabilité de puissance administrante dont le minimum qu'on attend d'elle est une attitude de neutralité dans ce débat.

Sous couvert de dialogue politique sur l'avenir institutionnel, ce gouvernement a tenté d'imposer au FLNKS un nouveau statut pour notre territoire non-autonome, qui tourne le dos aux acquis des trente-cinq

années d'évolution positives dans la paix et le respect de chacun et qui surtout interrompt la trajectoire de notre pays vers sa pleine souveraineté. Il l'a fait constamment sous la menace d'ouvrir unilatéralement le corps électoral spécial pour les élections locales, pilier central de l'accord de décolonisation de Nouméa.

Et se moque de nous avec un bilan de l'Accord De Nouméa, un audit de la décolonisation, un document martyr, et j'en passe jouant ainsi avec les nerfs des élus locaux qui sont à la majorité.

Malgré une vague de protestation grandissante depuis 2021, qui a conduit depuis hier un retour à la guerre civile, où l'on dénombre 54 gendarmes blessés aujourd'hui et qui se poursuit pendant que je m'adresse à vous avec 48 personnes interpellées. La menace de la France a donc été mise à exécution. Le président de la République soit-disant des droits de l'Homme vient de bafouer notre droit à disposer de nous-mêmes en élargissant le corps électoral citoyen.

Sapant ainsi un des piliers de l'accord politique de 1998, le gouvernement de la France prend le risque de rompre un dialogue fragile, faisant ressurgir le spectre des graves troubles 40 ans en arrière.

La Nouvelle-Calédonie ce n'est pas la France ! Elle dispose d'un statut séparé distinct. Et a le droit à l'unité nationale. Nous sommes venus vous redire notre refus de voir notre droit à l'indépendance éteint et notre dignité perdue sans rémission.

Madame la présidente, si nous comprenons la présence de la puissance administrante à ce séminaire, nous dénonçons la présence des représentants des colons dans un comité de décolonisation, qui viennent ici pour se faire le porte-voix de la France et qui au pays nous traitent d'illégitimes et agissent pour monter les populations les unes contre les autres.

Madame la présidente, le peuple Kanak réagit en légitime défense. Notre jeunesse, la jeunesse de tout un pays a entendu les appels à la guerre et les discours haineux des pro-Français.

Mais l'Etat Macron a choisi de nous ignorer et de continuer de nous diviser, nous le peuple premier et tout ceux qui ont choisis de faire de notre pays le leur !

Nous vous demandons solennellement au bureau du C24 de ne pas vous prêter à cette mascarade, et de bien vouloir revenir aux principes fondamentaux du comité, qui visent l'éradication du colonialisme, particulièrement dans notre pays qui prend une forme de recolonisation au nom de principes légalistes qui bafouent le droit international des peuples colonisés.

Pour ce faire, le FLNKS souhaite que soit repris dans les conclusions de ce séminaire la demande de Mr Wamytan devant la 4^{ème} commission l'an dernier de dépêcher une mission de médiation internationale si les discussions devraient reprendre. Et de nous accompagner pour faire reconnaître le FLNKS en tant que Mouvement de Libération Nationale à l'AG de l'ONU.

Je vous remercie de votre attention.